



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République de Guinée

Projet d'appui au Développement Rural de Basse Guinée Nord (PADER-BGN)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 25 au 31 mars 2013

Date du document: 05/04/2013

No. du Projet: Projet 1282

No. du rapport: 3018-GN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PADER-BGN	1
C. Produits et réalisations	2
D. Avancement de l'exécution du PADER-BGN	4
E. Aspects fiduciaires	9
F. Durabilité	11
G. Conclusion	11

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PADER-BGN et notes	13
Appendice 2:	Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats	17
Appendice 3a:	Résumé des principales mesures qui étaient à adopter lors de la précédente mission de supervision	19
Appendice 3b:	Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	28
Appendice 4:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	31
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	37
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	39

Abréviations et acronymes

AGC	Assemblée Générale Constitutive
AGR	Activités Génératrices de revenus
ASF	Association de Services Financiers
BND	Budget National de Développement
CAT	Comité d'Analyse Technique
COP	Comité Octroi Préfectoral
CR	Commune Rurale
CVEP	Comité Villageois d'Entretien des Pistes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DP	Demande de Proposition
DPA	Directeur Préfectoral de l'Agriculture
DPD	Demande de Paiement Direct
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DSFP	Développement des services financiers de proximité
FRAO	Fondation Régionale de l'Afrique de l'Ouest
FODAP	Fonds de Développement agro-sylvo-Pastoral
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes Basse Guinée
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée
MA	Ministère de l'Agriculture
MPASP	Micro Projet Agro-Sylvo-Pastoral
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPP	Opérateur Partenaire Principal
OPM	Opérateur Partenaire de Microfinance
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PADER-BGN	Projet d'Appui Au Développement Rural Basse Guinée Nord
PAPE-BGN	Projet d'Appui Aux Petits Exploitants en basse Guinée Nord
PDL	Plan de Développement local
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PTAB	Programme de Travail Annuel et Budget
RAF	Responsable Administratif et Financier
SAF	Service Administratif et Financier
TDR	Termes de Référence
UCP	Unité de Coordination du Projet

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe FIDA/Gouvernement a effectué la supervision du Projet d'appui au développement rural en Basse Guinée Nord (PADER-BGN) entre le 25 et le 31 mars 2013. Cette mission avait pour objectifs de : i) faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de septembre 2012; ii) examiner les activités du projet pendant la période sous revue et les progrès dans la mise en œuvre des PTBA 2013 et des conventions/contrats avec les OPA et les partenaires du projet; iii) apprécier la gestion administrative, financière et comptable du projet à différents niveaux, notamment les recommandations de l'audit pour l'année fiscale 2012 et les actions prises par la coordination du projet pour pallier aux lacunes soulevées par l'auditeur ; iv) examiner les systèmes de suivi-évaluation et son efficacité ; v) analyser, avec l'ensemble des équipes et les principaux partenaires, les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités et proposer des solutions, vi) identifier les activités prioritaires en prévision de l'achèvement du projet en décembre 2013, et (vii) remplir la fiche de l'état d'avancement du projet - PSR.
2. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP), les opérateurs et autres partenaires tout au long de son séjour. Elle s'est rendue dans la zone d'intervention du PADER-BGN, notamment à Tormelin, Fria, Forfeya, Sawoundou, Baguinet, Telimélé, Sogolon (Soka), Sarekaly, Sinta, Tugnifili, Kolaboui, Koba, Dorogny, Fanyeta, Simbahouloun, Béla, Boké et Kindia, où elle a rencontré les autorités locales, effectué des visites de sites, échangé avec les coopératives, les micro-entrepreneurs, des CVEP et les bureaux techniques et les directions nationales du génie rural et des pistes rurales, eu des séances de travail avec l'opérateur partenaire principal APEK, les Associations de services financiers (ASF) et l'opérateur de microfinance CAFODEC.
3. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire présidée par Monsieur Sékou Sangaré, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, a été organisée le 4 avril 2013 avec la participation des cadres du PADER, de la CNOP-G, des responsables de la tutelle technique et de l'Emprunteur/Bénéficiaire et des différents partenaires du Programme.
4. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités guinéennes, aux cadres de l'UCP et à tous les partenaires du Projet pour leur collaboration et leur disponibilité qui ont contribué au bon déroulement des travaux.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PADER-BGN

5. D'une manière générale, le niveau de mise en œuvre des activités du Projet est jugé satisfaisant : pour l'année 2012, le taux d'exécution physique est de 85,06% et le taux d'exécution financière de 97%. Au niveau global, le taux d'exécution physique est de 88,34% et le taux d'exécution financière de 80,51%. Globalement, les interventions du Projet ont permis à ce jour de toucher directement 117 365 personnes, dont 47% de femmes, dans la zone d'intervention, sur un objectif de 120 000 personnes (soit 97,8%).
6. Les activités de développement des microprojets et de développement des communautés à la base connaissent un niveau d'exécution très satisfaisant, selon les observations de la mission. Les réactions des populations bénéficiaires sont très positives. Comme il avait été constaté lors de la précédente mission de supervision, les formations en alphabétisation et en gestion des entreprises demeurent le résultat le plus apprécié des populations. A ce jour, plus de 872 micro-entreprises ont été créées par le Projet et connaissent une dynamique remarquable.

¹ La mission était composée de : i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de portefeuille et Chef de mission ; ii) M. Ibrahima Tanou Diallo, Chargé d'appui programme et Spécialiste en production agricole ; (iii) M. Samir Bejaoui, Chargé de portefeuille associé et Spécialiste en suivi-évaluation et gestion des connaissances ; (iv) Mme Fanny Grandval, Spécialiste en organisations de base et en organisations paysannes, (v) M. Isidore Yedjimadji, Assistant technique au PNAFA et Spécialiste en micro finance ; (vi) M. Guy Augustin Kemtsop, Spécialiste en infrastructures ; (vii) Mme Oumou Touré, Spécialiste en gestion financière, (viii) M. Amadou Doudou Seck, Spécialiste en passation des marchés. La mission était accompagnée par M. Bambo Salim Dramé, Assistant suivi et évaluation du PNAFA, de représentants opérateurs et des partenaires clés du PADER-BGN : M. Alseny Ndiaye de la FOP-BG, M. Yaya Bangoura de l'ONG Sara, M. Mamadou Alpha Keita de APEK Agriculture. Le Gouvernement était représenté par M. Ibrahima Sory Camara, DNIP – Ministère d'Etat chargé de l'Economie et des Finances ; M. Salifou Camara, DNPIP – Ministère du Plan ; M. Emanuel Bangoura, ACPG – Présidence de la République et M. Fodé Friguiagbé Camara, BSD - Ministère de l'Agriculture.

7. Concernant la composante "infrastructures", les recommandations formulées par les dernières missions sont en cours d'exécution. La réalisation des activités ciblées accuse un retard considérable par rapport aux prévisions des calendriers d'exécution du chronogramme produit lors de la dernière mission de supervision.

8. La mise en œuvre de la stratégie de pérennisation des ASF amorcée en mai 2011, suite à leur audit, a permis d'obtenir des résultats tangibles en matière de durabilité. En effet, la fusion des ASF a permis d'améliorer leurs performances tout en maintenant la proximité des services à travers des points de service. Le recrutement de gérants de bons niveaux de formation de base, couplé avec un appui intensif de l'Assistant Technique International (ATI) à travers les formations et les missions de coaching direct sur le terrain, ont permis de : i) doter les ASF d'outils de gestion performants, et ii) rendre disponible et à temps les informations comptables, financières et les statistiques fiables. De plus, les 20 ASF ont aujourd'hui un niveau d'autonomie technique élevé par rapport à l'appui extérieur. Les formations données aux élus ont permis d'améliorer leur gouvernance et leur niveau d'appropriation. Une bonne tendance d'évolution vers l'équilibre financier (couverture des charges par les produits d'exploitation sans recours aux subventions) est observée. En effet, pour l'exercice 2012, 16 ASF sur 20 étaient excédentaires. Sur le plan du devenir institutionnel des ASF, deux options se présentent : i) rattacher les ASF à CAFODEC Finances SA à travers des conventions et une participation au capital et à la gouvernance de celle-ci ou ii) créer l'Union des ASF gérées par celles-ci. Une étude sera faite sur chaque option et les résultats seront présentés lors d'un atelier entre les ASF et les différents bailleurs afin de prendre une décision éclairée.

9. Le niveau d'exécution des recommandations issues de la dernière mission de suivi pour la composante "développement des services financiers de proximité" est satisfaisant, avec 90% des recommandations exécutées et 10% en cours d'exécution.

C. Produits et réalisations

Composante 1 : Organisation et renforcement des communautés de base.

Sous-composante 1.1 Renforcement des capacités du groupes cibles

10. Dans le cadre de cette composante, le Projet a assuré : (i) la couverture progressive de 24 collectivités locales (22 communes rurales et 2 communes urbaines), sur un objectif de 26, soit 92 %, comprenant 153 districts/quartiers et 656 villages dans les 5 préfectures de la zone du projet ; (ii) les animations de 2 756 séances d'information/sensibilisation sur la démarche du projet et la prise en compte de l'aspect genre, qui ont permis de toucher 43 960 personnes dont 51% de femmes; (iii) l'appui à l'élaboration/réactualisation de 153 Plans de développement de district (PDD) et de 24 Plans de développement locaux (PDL) ; (iv) la réalisation de Diagnostic Participatif Communautaire et la préparation des PDL et PAI ont permis de toucher 9 050 personnes sur un objectif de 7 500, soit 121% de réalisation ; (v) l'appui à l'élaboration de 1 423 dossiers de micro-projets (MP) sur un objectif de 1 000, soit 142% de réalisations.

Sous-composante 1.2 Structuration et formation des organisations de base

11. En terme d'organisation et de structuration, le Projet a accompagné 149 organisations de producteurs (OP) vers la reconnaissance juridique, sur un objectif de 30. Il a aussi appuyé la mise en place de 21 coopératives (20 coopératives de producteurs de semences améliorées de riz et 1 coopérative de forgerons) totalisant 385 personnes dont 57 femmes, l'élaboration des documents juridiques et l'obtention des agréments de ces 21 coopératives. De plus, 4 comités villageois d'entretien des pistes (CVEP) ont été mis en place.

12. En terme de formation, le projet a réalisé : i) la formation de 3 887 personnes dont 30% de femmes dans les domaines suivants : techniques de production, techniques d'étuvage, techniques managériales, gestion des conflits agriculteurs-éleveurs, gestion des périmètres aménagés, techniques d'entretien des pistes, l'agriculture attelée et les soins vétérinaires ; ii) l'alphabétisation de 1 517 personnes dont 642 femmes (600 sociétaires et élus des ASF et de 917 porteurs de micro-entreprises rurales), ainsi que le renforcement de 465 anciens porteurs dont 279 femmes ; iii) la formation de 25 formateurs (agents OPP) en gestion d'entreprise rurale selon la méthodologie du

Bureau international du travail (BIT), et la démultiplication auprès de 627 micro-entrepreneurs, dont 244 femmes ; iv) la formation de 35 formateurs (agents OPP et FOP-BG) sur le programme PACTE (Partenariat pour des actions concertées par des transferts et des échanges) du BIT, le coaching PACTE de 52 élus des OPP dont 32 femmes ; v) la formation en « stratégie d'accompagnement des OP » à l'intention de 38 cadres et agents des OPP et OPM dont 9 femmes.

13. Comme recommandé lors de la précédente mission de supervision, le Projet a également financé une étude de rentabilité économique et financière du centre de conditionnement des semences de Koba, qui constitue un maillon essentiel dans la pérennisation d'un système de production et de distribution de semences améliorées de riz.

Composante 2 : Développement des microprogrammes agro-sylvo-pastoraux

14. Les principales réalisations de la composante portent sur le financement de 872 MP à travers le FODAP pour un montant total de 7 388 914 497 GNF soutenus par 8 sessions de Comité d'Octroi Préfectoral (COP) dans la préfecture de Télimélé et 9 sessions pour les COP des préfectures de Boké, Boffa, Fria et Dubréka. En plus des activités déjà réalisées et énumérées dans le rapport de supervision de septembre 2012, ce financement a couvert : (i) la fourniture de 44,91 T de semences de base à multiplier pour une production de 2 875 T de semences de qualité, ii) l'installation de 110 compostières pour une production de 860 m³ de compost au profit de près de 2300 producteurs maraîchers ; iii) l'aménagement de 15,6 ha de bassins versants en dispositifs antiérosifs faits de *vetiver grasses*.

Composante 3 : Désenclavement local et infrastructures structurantes

15. Plusieurs travaux de construction hérités du PAPE – BGN ont été achevés par le Projet². A date, les réalisations au compte du Projet sont : i) un début d'aménagement de 416,3 ha (83,2% des objectifs globaux) de bas-fonds³ et création de 19 Comités de gestion des périmètres aménagés (CGPA) ; ii) la réhabilitation de 29,5 km de piste et la création de 4 Comités villageois d'entretien des pistes (CVEP)⁴ sur sa longueur et, la construction de onze ouvrages d'art (six ponts dont un réhabilité et cinq dalots) ; iii) la construction de : un marché à bétail, un poste d'élevage mixte, de douze sièges d'ASF. Les produits du Projet sont constitués des DAO montés pour la réhabilitation de 191,69 ha de périmètres bas-fonds. Suite aux recommandations de la révision à mi-parcours, le Projet a été restructuré avec comme conséquence le départ du responsable en charge des infrastructures.

Composante 4 : Développement des services financiers de proximité

16. Sur le plan quantitatif, les indicateurs de performance des ASF enregistrés au 28/02/2013 sont résumés ainsi :

- Nombre actionnaires : 18 392 (dont 44% femmes et 5% OP) avec une progression de 4,85% par rapport à 2011 ;
- Capital mobilisé : 1 820 234 000 GNF (13,5% de progression) ;
- Encours Dépôt à vue 452 170 109 GNF ;
- Encours de Dépôt à terme 3 900 000 GNF ;
- Encours crédit 3 570 365 100 GNF ;
- Déblocage cumulé : 9.391.616.850 GNF (38,5% de progression) ;
- Taux moyen de remboursement: 95% en 2012 contre 85% en 2011 (13% de progression).

² I) la construction de 10 sièges d'ASF (dont un rénové), 1 école, 1 poste de santé, 1 bureau de zone et de CRD ; ii) la réhabilitation de 22,6km de pistes rurales et l'aménagement de 36ha de bas-fonds

³ Selon la mission de supervision d'octobre 2011, 75% des superficies aménagées étaient mises en valeur. Quatre bas-fonds ont été visités (142 ha), pour lesquels tous étaient très peu (moins de 5%) ou pas exploités (sauf à Timbawal), en raison du faible niveau des études et de la mauvaise qualité des travaux réalisés.

⁴ 5 CVEP ont initialement été identifiés parmi lesquels 4 ont été officiellement été formés et équipés, mais tous les 5 comités sont fonctionnels

17. Ces éléments combinés à l'évolution de ces indicateurs depuis 2010⁵ fait ressortir que l'évolution des principaux indicateurs du cadre logique a enregistré une forte croissance sur la période. Les taux d'exécution par rapport aux prévisions du cadre logique sont satisfaisants pour la majorité des indicateurs, sauf les indicateurs liés au nombre d'emprunteurs actifs, à l'encours des dépôts qui enregistrent des taux d'exécution inférieurs à 50% au 28/02/2013. Les évolutions qualitatives, notamment sur les aspects de durabilité pour un projet en fin d'exécution, ont été analysées dans le paragraphe 10 de la partie B de cet aide-mémoire.

Composante 5 : Coordination et gestion du projet

18. **Coordination et gestion.** La mise en œuvre de la composante a permis l'organisation de 8 comités de pilotage pour la validation des PTBA, Plans de passation des marchés et les rapports d'activités annuels y afférant, ainsi que la mise en place des manuels de procédures de gestion et de suivi évaluation et la contractualisation avec les partenaires et prestataires de services. Les réunions de coordination sont tenues selon une périodicité hebdomadaire et mensuelle au niveau interne de l'UCP et trimestrielle entre l'UCP et l'ensemble des opérateurs et prestataires.

19. **Suivi-évaluation (SE).** Conformément aux recommandations de la mission de supervision de septembre 2012, une formation sur l'utilisation de la base de donnée « suivi-évaluation » a été organisée au bénéfice des opérateurs chargés de la rentrée des données et les cadres des départements de l'administration impliqués. Une deuxième version de rapport narratif de la base de données est en cours de finalisation.

20. **Gestion des savoirs et communication.** À travers les contrats avec la radio rurale de Kindia et les radios communautaires de Boké et de Téliélé, le Projet a réalisé 47 tables rondes de sensibilisation et d'information des bénéficiaires, 144 avis et communiqués, 67 magazines radiophoniques et 13 microprogrammes radiophoniques, 59 couvertures médiatiques, et une émission interactive aussi bien en français qu'en langues locales.

D. Avancement de l'exécution du PADER-BGN

Composante 1 : Organisation et renforcement des communautés de base.

21. **Formation des porteurs de microprojets et autres bénéficiaires du Projet.** Les différentes formations techniques, en gestion d'entreprises et les sessions d'alphabétisation sont considérées comme fondamentales par les bénéficiaires sur toute la zone du projet. Ainsi, les bénéficiaires demandent la continuation de ces formations jusqu'à la fermeture du projet et même au-delà. C'est à ce niveau que le PNAFAA-extension Basse Guinée et Faranah pourrait prendre le relais.

22. Un grand nombre de formations sont prévues dans le PTBA 2013 et le processus de préparation est entamé: i) formation de 800 producteurs sur la technologie et la déontologie semencières ; ii) formation de 130 porteurs de MP et responsables d'ASF en alphabétisation ; iii) formation des membres de 20 nouveaux groupements féminins sur les techniques de maraîchage avec ANPROCA ; iv) formation de 40 porteurs sur l'utilisation et la maintenance des motoculteurs ; v) le renforcement des capacités de 55 auxiliaires d'élevage et vi) formation des membres de 26 comités de gestion des périmètres aménagés

23. De plus, la formation de 6 artisans locaux (4 menuisiers métalliques et 2 forgerons) sur les techniques d'entretien et de fabrication de pièces de rechanges et matériel de production et de transformation agricole est en cours pour une durée de 15 jours.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le Projet renouvellera le contrat d'alphabétisation afin que les nouveaux porteurs puissent bénéficier de cette formation avant la fin du projet avec l'appui des 97 maitres alphabétiseurs	UCP	Mai 2013
Le Projet continuera les activités de formations en GERME (Gérer mieux votre Entreprise) et PACTE	UCP, ONG SARA	Continu
Identifier parmi les bénéficiaires déjà formés des formateurs potentiels à renforcer au sein des communautés pour la démultiplication des formations à la base.	UCP, OPP	Mai 2013

⁵ L'évolution de ces indicateurs depuis 2010 est consignée dans un tableau du document de travail n°II

24. **Centre de traitement et de conditionnement des semences.** L'étude de rentabilité du centre semencier de Koba a plutôt mis l'accent sur la viabilisation du centre en tant qu'entreprise et non en tant que prestataire au service de la FOP-BG et des coopératives de semenciers. De plus, l'étude ne semble pas avoir pris suffisamment en compte les aspects logistiques et les charges supplémentaires permettant aux coopératives d'approvisionner le centre semencier avec le produit de leurs récoltes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le Projet doit partager et discuter au plus vite les résultats de l'étude de rentabilité du Centre de Koba avec le Ministère de l'Agriculture et tous les partenaires concernés et envisager des options de viabilisation du centre en tant que prestataire de services au profit des coopératives de semenciers et de la FOP-BG, en tenant compte en particulier des aspects de logistique pour l'approvisionnement du centre.	UCP, FOP-BG, Min Agri, autres partenaires	Avril 2013
Le Projet doit faciliter un dialogue politique entre la FOP-BG, la CNOP-G et le Ministère de l'Agriculture sur la question de l'autonomie et de la professionnalisation du centre de Koba en tant que prestataires de service des OP	UCP, FOP-BG, CNOP-G	Septembre 2013

25. **Stratégie de pérennisation de l'appui institutionnel et économique aux OP de base dans le cadre du PADER-BGN en Basse Guinée.** Les appuis du Projet concernant le renforcement institutionnel et économique des OP de Basse Guinée ont donné des résultats très intéressants, en particulier sur les thèmes suivants : (i) formation en gestion et en fonctionnement organisationnel des OP via l'utilisation de modules de formation pertinents (GERME1 et PACTE) qui sont aujourd'hui en train d'être traduits en soussou et poular et qui sont disséminés largement par la FOP-BG, (ii) structuration des producteurs semenciers au sein de 20 coopératives, avec notamment un appui à l'acquisition de leurs documents juridiques et un projet de création d'une Union de semenciers en vue d'adhérer à la FOP-BG.

26. La mission a également constaté que si le Projet a travaillé en étroite collaboration avec la FOP-BG. Il n'a en revanche jamais travaillé avec la Cellule technique régionale (CTR) de la CNOP-G. Cette CTR étant faible en ressources humaines (aucun conseiller de zone à ce jour), elle n'a pas su s'imposer comme acteur clé dans la région pour l'appui institutionnel aux OPA. Pourtant, cette collaboration serait pertinente, à plusieurs titres :

- dans le cadre de la préparation de l'extension du PNAFA à la région de Basse Guinée prévue pour 2014, la Cellule technique nationale de la CNOP-G a prévu dans son PTBA 2013 d'anticiper le recrutement de 8 conseillers de zone pour la CTR-Basse Guinée dès 2013 (1 par préfecture) pour l'appui institutionnel aux OPA et en particulier la structuration paysanne. Ce nouveau personnel devrait collaborer étroitement avec le Projet et éclairer certaines initiatives de structuration en cours.
- les acquis et bonnes pratiques constatées dans le cadre du Projet concernant l'appui aux OPA pourraient être partagées avec la CNOP-G pour une dissémination nationale au travers de ses antennes régionales.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le Projet doit entrer en contact avec la CNOP-G, en particulier sa CTR de Dubreka, pour discuter des collaborations à envisager en 2013 dans le cadre (i) de l'appui à la structuration des producteurs en cours dans la région, notamment la formation des unions préfectorales des coopératives de producteurs semenciers, et (ii) du transfert d'acquis entre le Projet et le PNAFA-extension BGF dans la région.	UCP, CNOP-G, FOP-BG	Avril 2013
Le Projet doit organiser une réunion de restitution/débats sur les acquis du projet en matière d'appui institutionnel et économiques aux OP de Basse Guinée, en partenariat étroit avec la FOP-BG et en associant la CTR de la CNOP-G	UCP, CNOP-G, FOP-BG	Octobre 2013

Composante 2 : Développement des microprogrammes agro-sylvo-pastoraux

27. **Développement des micros entreprises.** Les micros entreprises sont fonctionnelles en majorité et leurs porteurs ont montré des capacités appréciables de démarches entrepreneuriales avec des résultats économiques relativement intéressants. La mission a constaté que les micro-entreprises du secteur de la production et de la transformation agricole ont un potentiel de développement important à conditions d'avoir accès aux crédits pouvant être fournis par les ASF.

28. **Les matériels et outillages agricoles** ayant un fort potentiel d'augmentation de la production agricole sont, par ordre de priorité : (i) les grillages pour clôturer les périmètres de production exposés à la déambulation des animaux domestiques, (ii) les motopompes portables pour l'irrigation des périmètres maraichers, (iii) les motoculteurs pour les labours et le transport des intrants agricoles et des récoltes, et (iv) le matériel d'étuvage, les décortiqueuses et les moulins. Ce dernier matériel est perçu comme étant indispensable à l'allègement des tâches des femmes et est l'un des facteurs de valorisation des produits agricoles.

29. **Introduction des motoculteurs comme appui au labour.** Dans le PTBA 2013, il est prévu l'achat de 30 motoculteurs au profit de jeunes désignés au sein de leurs groupements pour les exploiter en tant que prestataires de services. Dans ces conditions de gestion, un mécanisme de crédit revolving sera mis en place pour permettre aux groupements d'acquiescer d'autres motoculteurs et d'installer plus de jeunes porteurs, même après la clôture du projet. Suite aux recommandations de la mission de supervision de septembre 2012, le processus d'acquisition des motoculteurs est en cours au rythme de mobilisation de la contribution des bénéficiaires (50 %) qui constitue la contrainte majeure pour la mise en œuvre de cette activité. A ce jour, seuls 2 motoculteurs ont été achetés et livrés.

30. **Niveau d'exploitation des bas-fonds aménagés par le Projet.** Suite à la recommandation de la mission de septembre 2012 concernant l'amélioration du taux d'occupation et des volumes de production dans les bas-fonds aménagés, le Projet a conçu des fiches d'enquête à l'attention des opérateurs partenaires principaux (OPP) pour renseigner ces points spécifiques. Les données sont en traitement au niveau du suivi-évaluation du Projet. Il faut noter qu'à ce jour, l'OPP BERCA Baara admet un taux d'occupation moyen de 60% en saison pluvieuse et plus réduit en saison sèche, compte tenu des réhabilitations à faire dans plusieurs de ces bas-fonds.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
L'acquisition subventionnée des motoculteurs prévus dans le PTBA 2013 ne concerne plus des individus mais des OPA qui apporteront 50% du coût total du motoculteur en considérant la possibilité d'un prêt auprès des ASF. Le Projet qui subventionne les 50% restants, s'engage à verser aux ASF qui manqueraient de liquidité pour couvrir le prêt, un maximum de 25% du coût des motoculteurs en capital de refinancement.	UCP, FOP-BG	Continu
Le Projet s'assure de la rapide finalisation des réhabilitations des bas-fonds et l'amélioration des taux d'occupation, ainsi que le suivi des productions réalisées par les OP qui les exploitent.	UCP, OPP, FOP-BG	Continu
Suite à la réhabilitation des périmètres, le Projet veillera à ce que les OPP et ANPROCA sensibilisent les producteurs à se focaliser sur les spéculations porteuses.	UCP, OPP, FOP-BG	Continu

Composante 3 : Désenclavement local et infrastructures structurantes

31. **Ouvrages de franchissement.** Les travaux de correction des anomalies relevées lors de la réception des ouvrages sont en cours de finalisation. Les données sur la contribution des bénéficiaires à la construction des ouvrages ont été analysées et les résultats seront intégrés dans le dispositif de suivi évaluation.

32. **Aménagement des bas-fonds.** Le processus de recrutement des entreprises en vue de la réhabilitation des périmètres ciblés est en cours. En vue de garantir les meilleurs résultats dans les délais de fermeture du Projet et, compte tenu du retard accusé et des contraintes d'exécution des travaux en saison des pluies, des dispositions sont envisagées de commun accord avec les services techniques de l'Etat (STE) chargés du contrôle des travaux afin de garantir une meilleure qualité des travaux dans les délais.

33. **Construction de sièges des ASF.** Les sièges d'ASF à construire par l'entreprise ESBTP ont été provisoirement réceptionnés, sous réserve des anomalies relevées par la commission.

Système d'entretien durable des infrastructures

34. **Comités villageois d'entretien des pistes (CVEP).** Sur les cinq CVEP identifiés sur l'axe Baguinet – Bélia (29,5km) réhabilité par le Projet, quatre ont été formés (théorique et pratique) et équipés par le Projet en collaboration avec le BRPR de Boké. Suite à une évaluation de cette activité, la mission note un fort niveau d'appropriation des modules, qui se traduit par leur implication réelle dans l'entretien de la piste (depuis la formation, les CVEP sont intervenus deux fois pour l'entretien de la route). Cependant, la question de leur pérennisation constitue un sérieux défis à relever, et une des pistes identifiées est leur prise en charge par la commune rurale (CR) au travers des fonds issus des microprojets, pour assurer au minimum le renouvellement du petit outillage de travail.

35. **Comités de gestion des périmètres aménagés (CGPA).** Le processus de constitution et de formation des CGPA est en cours. Les offre technique et financière (OTF) formulées par les STE ont été amendées par la mission. Les modules de formation doivent être soumis au Projet pour avis et amendement avant le déroulement de la formation qui se fera suivant le dispositif adopté de commun accord avec les STE.

36. **Construction des magasins.** Le Projet envisage de construire, au titre du PTBA 2013, cinq magasins de 300m² suivant le DAO de 'magasins type' disponible au PNAFA. Le Projet a déjà une copie dudit DAO. Le DAO ainsi mis à jour par actualisation du devis quantitatif selon la topographie du site sera vendu aux entreprises pour les constructions.

37. **Appui aux activités des infrastructures.** Le processus de recrutement d'un Ingénieur conseil est en cours, avec l'analyse de son OTF. La contractualisation de ce denier permettra le suivi régulier des travaux d'infrastructures (magasins et bas-fonds) à entamer et à achever avant la fin du Projet, pour une meilleure qualité de ces derniers.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer les processus de contractualisation des prestataires (contrôleurs et entreprises)	UCP, STE, IC	Début avril 2013
Former les CGPA suivant les modules préalablement validés	STE, UCP	Juin 2013
Avant le démarrage des travaux, mettre en place des outils de gestion des contrats (techniques, administrative et financière) pour faciliter leur exécution	UCP, STE, IC	Avril 2013
Entamer la négociation avec la CR de Baguinet pour la prise en charge des CVEP en vue de leur pérennisation	UCP	Avril 2013

Composante 4 : Développement des services financiers de proximité

38. En 2012, avec l'appui intensif de l'Assistant Technique International, plusieurs formations ont été exécutées au profit des gérants et élus des ASF. Elles ont porté sur les thèmes suivants : i) la politique et procédures de crédit, ii) la bonne gouvernance, iii) les techniques de mobilisation de l'épargne, iv) la comptabilité des ASF, v) l'élaboration de plan d'affaire, et vi) l'élaboration des états financiers. Ces formations ont été bien appréciées par les bénéficiaires. Elles ont permis aux gérants d'avoir un niveau d'autonomie technique appréciable et aux élus d'améliorer la gouvernance des ASF. Les missions de coaching direct de l'ATI sur le terrain pour le suivi de ces formations a été d'une valeur ajoutée. Le PTBA 2013 connaît un bon début d'exécution mais le premier trimestre 2013 a été dominé par la préparation des états financiers pour l'audit des comptes de 2012.

39. **Refinancement.** Une ligne de refinancement de 100 000 \$USD a été mise à la disposition du CAFODEC Finances SA à travers une convention avec le projet pour refinancer les ASF performantes. Cette ligne de refinancement a permis d'octroyer à 625 000 000 FGN aux ASF. La répartition par objet des crédits accordés par les ASF sur ce refinancement est la suivante : i) agriculture : 292 000 000 FGN (47%), ii) élevage : 106 000 000 FGN (17%), iii) commerce : 154 800 000 FGN (25%) et équipement : 72 000 000 FGN (12%). Une évaluation sommaire de cette ligne par la mission avec les bénéficiaires fait ressortir les constats suivants : i) la nécessité d'accorder des différés sur les crédits agricoles, ii) certaines ASF financent les équipements sur une durée de 12 mois qui est une durée courte pour ce type de financement.

40. **Financement de l'agriculture.** Le taux moyen du financement de l'agriculture pour les 6 ASF visitées est de 56%. Ce taux est élevé pour les ASF créées par les producteurs (environ 80%).

L'évolution exponentielle des indicateurs (membres, actions, crédit) pour ces ASF nouvellement créées (2008 - 2009) montre que les ASF créées dans des zones à fortes potentialités agricoles atteignent rapidement la masse critique d'activités et sont donc viables. Les contraintes que rencontrent les ASF pour un meilleur financement de l'agriculture se résument à : i) une insuffisance de formation des agents de crédit des ASF à l'analyse d'un dossier de crédit agricole, ii) une insuffisance d'adaptation de la forme de garantie exigée pour cette cible (exemple de warrantage pratiqués par beaucoup d'institutions de micro finance finançant l'agriculture), iii) l'insuffisance de ressources pour faire face aux besoins exprimés et solvables, iv) l'insuffisance de cadre de concertation entre les ASF et les OP.

41. **Mobilisation des ressources.** L'insuffisance de ressources financières constitue une contrainte essentielle pour les ASF en vue de répondre aux besoins en financement des membres et pour atteindre leur équilibre financier. Les pistes de solutions pour résoudre cette contrainte ont été discutées avec les ASF visitées dont certaines déjà mises en œuvre.

42. **Prise en charge des gérants.** Actuellement les salaires des gérants des ASF sont subventionnés par le PADER à travers le CAFODEC ONG qui paye directement ces salaires. Aujourd'hui, les ASF, qui doivent par la suite prendre en charge ces salaires, ne connaissent ni leurs montants, ni l'échéance pour la relève. Par ailleurs ces salaires n'ont pas été intégrés en charges et produits dans les états financiers de 2012.

43. **Poursuite de l'appui aux ASF.** L'appui de l'ATI a permis d'obtenir des résultats probants et les acquis ont été reconnus par les ASF visitées et appréciés par la mission. Au niveau de CAFODEC ONG, les résultats sont plus mitigés et la fréquence d'appui sur le terrain est faible. Les résultats de l'audit institutionnel, organisationnel en cours permettront de disposer d'éléments pour une décision du maintien ou non de l'assistance technique de CAFODEC.

44. **Institutionnalisation des ASF.** Le devenir des ASF à la fin du projet a été ressorti comme une préoccupation majeure par les ASF visitées. Les deux options (rattacher les ASF à CAFODEC Finances SA ou la mise en place d'une faïtière des ASF) sont envisagées. Pour la première option, les résultats du rating de CAFODEC Finances SA attendus au plus tard en juin 2013 permettront de disposer d'éléments d'appréciation. Pour l'option de création de faïtière des ASF, la présente mission détaille en document de travail les éléments d'appréciation (rôle, avantages, coûts, risques..).

45. **Mise à disposition des imprimés aux ASF.** Le Projet a prévu de mettre à la disposition des ASF sous forme de subvention des imprimés par le biais de la faïtière des ASF. Or la faïtière n'a pas été mise en place comme prévu dans le calendrier initial, et cette mise à disposition est limitée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre les efforts de formation des élus et techniciens des ASF pour les consolider	UCP, ATI	Continu
Accorder un différé pour les crédits à l'agriculture et augmenter à 24 mois la durée des crédits équipements agricoles	CAFODEC	avril 2013
Mener des activités de sensibilisation des ASF afin de mieux répondre aux besoins des producteurs et transformateurs agricoles pour adapter leurs services à ces derniers.	UCP, CA-ASF, FOP-BG, CNOP-G	Continu
Former les gérants des ASF notamment celles ayant une part de financement consacrée à l'agriculture inférieure à 50% à l'analyse d'un dossier de crédit agricole	CAFODEC, ATI	mai 2013
Favoriser la concertation entre les ASF et les OP en invitant systématiquement les OP aux rencontres de concertation entre ASF	UCP, CAFODEC	A partir d'avril 2013
Etudier les possibilités d'expérimenter le warrantage comme forme de garantie adaptée au financement rural	UCP	A partir de juin 2013
Développer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources axée sur : i) la libération de nouvelles actions, ii) la réduction de part du résultat distribuée en dividendes (à adopter par les AG des ASF), iii) la sensibilisation des ressortissants résidents en ville et à l'étranger, iv) et autres bailleurs potentiels	ATI, CAFODEC	Continu
Le Projet doit prendre les mesures suivantes concernant la prise en charge des gérants : i) communiquer aux ASF le montant et l'échéancier pour la relève en matière de salaire, ii) appliquer la règle de la dégressivité si la subvention devrait se poursuivre au-delà de 2013, iii) accompagner les contrats de travail de contrats d'objectifs dont les évaluations concluantes doivent conditionner le	UCP, CAFODEC	A partir d'avril 2013

renouvellement des contrats, iv) verser directement à partir de juillet 2013 les salaires aux ASF, v) intégrer les salaires des gérants subventionnés en 2012 en charges et produits dans les comptes d'exploitation		
Le Projet doit prendre les dispositions pour maintenir l'appui de l'ATI jusqu'à la fin du projet tout en clarifiant l'appui concomitant au FIDA et à CAFODEC Finances qui risque de poser des problèmes de conflit d'intérêt.	UCP	Date renouvellement contrat
Diligenter les études d'audit de CAFODEC ONG (au niveau du PADER) et CAFODEC Finances SA (au niveau du PNAFA) afin que les résultats soient partagés avec le Ministère de l'Agriculture, CAFODEC, les ASF, la Banque Centrale et les bailleurs pour présenter les deux options d'institutionnalisation et choisir une stratégie	UCP, ATI, PNAFA, MinAgri et autres partenaires	Juin 2013
Le Projet doit acquérir les imprimés et les mettre à disposition des ASF directement sans attendre la finalisation du processus d'institutionnalisation.	UCP	A partir d'avril 2013
Si l'option de faïtière était retenu, le Projet doit mettre en œuvre les actions suivantes : i) la finalisation du dossier d'agrément, ii) la mise à disposition du local, iii) le recrutement de l'équipe technique, iv) la rétrocession du fonds de refinancement, v) la mise à disposition de la subvention d'équilibre, vi) la formation du personnel	UCP, CAFODEC	A partir de juillet 2013

Composante 5 : Coordination et gestion du projet

46. **Suivi évaluation.** Le Projet s'est doté d'une base de données performante. Il conviendra d'analyser au mieux ces données pour faire ressortir l'impact du Projet dans le rapport d'achèvement.

47. **Préparation du rapport d'achèvement.** La mission salue les efforts continus du Projet pour inscrire ses activités d'appui aux organisations à la base dans une dynamique durable, notamment au travers des collaborations régulières avec la FOP-BG concernant ses diverses thématiques d'intervention : appuis aux activités maraîchères, appuis aux producteurs semenciers, renforcement des capacités via la formation en gestion économique et organisationnelle, etc. Le projet a su être flexible jusqu'à étendre sa zone d'intervention à des espaces non prévus initialement par le projet mais clés pour l'appui aux producteurs semenciers de la FOP-BG. Tous ces éléments devront être mis en exergue dans le rapport d'achèvement, en particulier le transfert de l'ancrage des appuis aux organisations à la base à une organisation viable et solide, la FOP-BG.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
La base de données du Projet devra être mise à jour, exploitée et davantage analysée pour mieux faire ressortir les impacts du PADER-BGN en amont de la préparation du rapport d'achèvement	UCP	D'ici septembre 2013
Le Projet doit engager rapidement l'étude d'impact du projet afin de mettre à disposition ses résultats qui pourraient être exploités par l'équipe en charge de la rédaction du rapport d'achèvement	UCP	Mai 2013
La rédaction du rapport d'achèvement devra être réalisée avant le 31 décembre 2013	Ministère de l'Agriculture, UCP et FIDA	Septembre 2013

E. Aspects fiduciaires

48. **Gestion financière.** Il avait noté lors de la précédente mission que le PADER BGN a mis en place tous les outils de gestion financière automatisée que les audits et missions avaient recommandés. L'amélioration de la gestion financière s'est également poursuivie à travers la production, la distribution et l'exploitation mensuelle du tableau de bord budgétaire produit à partir du logiciel Success, pour appui à prise de décision. Les outils de bonne gestion financière, manuels ou automatisés, sont maîtrisés. **La gestion financière est très satisfaisante.**

49. **Décaissements.** L'appendice 5A indique un taux d'exécution satisfaisant, toutes sources de financement confondues, de **80,51%** au 15 mars 2013. **Le taux de décaissement est satisfaisant.** Par source, les taux de décaissement sont : **85%** pour les fonds FIDA, 67% pour la contribution du

gouvernement (avec valorisation des exonérations jusqu'en fin 2012) et 46% pour l'apport des bénéficiaires avec comptabilisation des apports en nature et des apports en capital au niveau des ASF jusqu'au 31 décembre 2012. La part des bénéficiaires dans le capital des ASF à la date du 31 décembre 2012 s'élève de 1 908 141 000 GNF.

50. **Exécution par catégorie.** Au 15 Mars 2013, comme indiqué dans l'appendice 5c, les taux sont les suivants: 73% pour la catégorie 1 ; 93% pour la catégorie 2a; 95% pour la catégorie 2b; 81% pour la catégorie 3a; 78% pour la catégorie 3b; 92% pour la catégorie 4; 73% pour la catégorie 5; 95% pour la catégorie 6; 71% pour la catégorie 7; et 86% pour la catégorie 8. **Les taux d'exécution par catégorie sont satisfaisants.**

Le projet a élaboré un tableau prévisionnel des décaissements d'ici au 31 décembre 2013, ainsi qu'une simulation des dépenses sur la période restante avant la clôture : 1^{er} semestre 2014, avec une exécution des activités et consommation des ressources à 100%. Le tableau indique que tous les décaissements obligatoires sont provisionnés : soldes dus à tous les prestataires et fournisseurs, retenues de garantie à payer sur réception finale des ouvrages, indemnités de fin de contrat du personnel du Projet, etc.

51. **Préparation et traitement des DRF.** Le rythme d'établissement des DRF est satisfaisant. Les 3 dernières DRF étaient de 25%, 28% et 24%, respectivement, conformément au seuil de 20% de l'avance au compte spécial, taux qui était en vigueur jusqu'au mois de mars 2013 où le seuil a été fixé à 30%. Cependant, la double charge de travail de production des DRF sur Excel, en sus de la comptabilité sur Success, continue à prévaloir.

52. **Vérification des ECD.** La mission a procédé à la vérification des Etats Certifiés de Dépenses sur échantillonnage. **Les conclusions sont très satisfaisantes.**

53. **Exécution PTBA 2012.** Le montant du PTBA 2012 révisé est de 15 997 831 000 GNF (2 461 205 USD). Au 31/12/2012, l'exécution financière de ce PTBA se situe à 15 330 583 971 GNF (2 358 551USD), soit un taux d'exécution global de 97% : 115% pour la composante A «Organisation et renforcement des communautés de base; 71% pour la composante B « Développement de micro programmes agro sylvo pastorales; 74% pour la composante C « Désenclavement local et Infrastructures structurantes » ; 121% pour la composante D « Développement des services financiers de base » et 110% pour la composante E « Coordination et Gestion ». **Le taux d'exécution du PTBA 2012 est très satisfaisant.**

54. **Exécution PTBA 2013.** Le montant du PTBA 2013 est de 15 033 272 851GNF (2 312 811 USD). Au 15/03/2013, l'exécution financière de ce PTBA se situe à 1 842 480 382 GNF, soit un taux d'exécution global de 12% : 15% pour la composante A «Organisation et renforcement des communautés de base; 7% pour la composante B « Développement de micro programmes agro sylvo pastorales; 10% pour la composante C « Désenclavement local et Infrastructures structurantes » ; 19% pour la composante D « Développement des services financiers de base » et 13% pour la composante E « Coordination et Gestion ». Globalement, le taux d'exécution du PTBA à ce jour est **peu satisfaisant**. Le projet explique cela par le fait qu'une partie du personnel du projet ait été utilisé pour les besoins de la mission de conception du PNAFA-extension Basse Guinée et Faranah et l'extension du PNAFA en Haute Guinée en début d'année.

55. **Situation et analyse de la trésorerie⁶.** La situation de la trésorerie **est satisfaisante**. Au 28 février 2013, le solde de la trésorerie est de 428 228 USD sur le compte spécial et le compte des opérations, soit 43% du montant de l'avance au compte spécial.

56. **Financement de contrepartie.** Le projet a engagé en début mars 2013 les procédures de mobilisation du fonds de contrepartie au titre de la contribution du Gouvernement Guinéen pour l'exercice 2013 pour un montant de cinq cent millions de francs guinéens (500 000 000 GNF).

57. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'accord sont dans l'ensemble respectées.

⁶ L'état de rapprochement du compte spécial du prêt au 28 février 2013 est présenté en annexe.

58. **Etats financiers 2012.** Les états financiers et annexes sont en cours de finalisation. Le projet compte envoyer les états financiers non audités au FIDA, avant la date limite du 30 avril.

59. **Audit.** Le démarrage de l'audit des comptes de l'exercice 2012 est programmé pour le début du mois de mai 2013 et sera transmis au FIDA avant la fin du mois de juin.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à jour la contribution des bénéficiaires, en intégrant la partie relative aux ouvrages déjà réalisés, étant donné que la base conceptuelle et les fiches de collecte ont déjà été préparées par le RSE	RSE/RAF	Avril 2013

F. Durabilité

60. Depuis son démarrage, le projet s'est engagé dans un processus évolutif de désengagement à travers la réalisation d'actions garantissant la pérennité des investissements réalisés. Ces actions sont entre autres :

- l'appui à la maîtrise d'ouvrage par les communautés à travers l'approche participative prônée par le projet (la participation des communautés à l'identification de leurs besoins, à l'élaboration des outils de planification, d'orientation et de suivi de mise en oeuvre) ;
- la tenue de nombreuses formations en vue de renforcer les capacités techniques des acteurs à tous les niveaux dans le but d'assurer leur autonomie ont été réalisées ;
- la mise en relation des porteurs avec les ASF et le dépôt de leurs contributions à l'ASF comme condition nécessaire au paiement de la contribution du projet a été renforcée par l'un des modules du GERME qui a explicité l'importance d'une banque dans le développement d'une entreprise ;
- le passage de porteurs de MP à de véritables micro-entrepreneurs est évident grâce à la formation reçue en GERME rural et à son application facilitée par l'alphabétisation. En plus, la dynamique organisationnelle mise en place est un élément important de durabilité (OP, coopératives, comités de gestion de périmètres aménagés, de gestion de conflits etc...) ;
- la synergie créée entre les Opérateurs de mise en œuvre, les animateurs de la FOP-BG et les services techniques de l'état est aussi une assurance de la pérennisation.

61. Grâce à ces acquis, les micro-entreprises créées continueront à exister même après la clôture du projet car elles sont déjà outillées pour poursuivre leurs activités.

G. Conclusion

62. Le FIDA et le Gouvernement guinéen invitent le PADER-BGN à conclure les activités d'ici la date d'achèvement du Projet au 31 décembre 2013. Il doit aussi envisager au plus vite la réalisation des études d'impact qui présenteront l'ensemble des réalisations et leurs impacts chiffrés selon les indicateurs du cadre logique. De plus, des efforts de pérennisation devront être entrepris pour: (i) l'analyse de la durabilité des acquis du Projet, (ii) la capitalisation des enseignements et bonnes pratiques du Projet qui devront être partagés et (iii) le transfert progressif des responsabilités de suivi et de consolidation aux différentes structures partenaires de la mise en œuvre du Projet, à savoir les OPP, les OP et les services techniques de l'Etat.

63. Le FIDA et le Gouvernement guinéen réitère ses félicitations à l'équipe du PADER-BGN et ses différents partenaires pour la qualité remarquable de la gestion du projet notée et aussi primée ainsi que les résultats tangibles obtenus sur le terrain et attestés par les bénéficiaires.

64. Le FIDA et le Gouvernement de la République de Guinée approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Projet 1282 [617] Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord

Faits essentiels

Pays	Guinée			No. du projet	1282	No. du prêt/don DSF	617
Projet	Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	01/04/2013					Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD						
Nbre de Supervisions	11	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	6				
Dernière Supervision	28/04/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	20/03/2012				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	18/12/2003			Coût total	17.71	
Accord	08/10/2004	Délai d'entrée en vigueur	22.1	FIDA Total	14.23	
Entrée en vigueur	12/10/2005	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.23	80
Examen à mi-parcours	12/03/2011			Don DSF		
Achèvement	31/12/2013	Dernier amendement	05/08/2011	Don FIDA		
Clôture	30/06/2014	Dernier audit	22/06/2012	Financement national total	3.48	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	1.39	23
				Government (National)	2.09	67
				Cofinancement total		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	6	1. Qualité de la gestion du projet	4	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4 ¹	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de prêt	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5

¹ A la signature de l'accord de prêt 617-GN en novembre 2004 (9 950 000 DTS soit 14 230 000 USD), le taux de change était de 1 DTS = 1, 430 USD et 1 USD = 2 000 GNF. De 2004 à mai 2013, les taux de change de devises (USD, EURO, XOF,...) par rapport au GNF, ont connu diverses fluctuations en faveur du projet, ce qui lui a permis réaliser plusieurs activités et de disposer d'un solde plus important qu'à la signature (taux de change actualisé 1 DTS = 1,537 USD). Le total décaissé (en mai 2013) de 13 374 540 USD sur 14 230 000 USD (l'équivalent de 9 950 000 DTS à la signature du prêt), aurait donné un taux d'exécution financière de 94% ce qui n'aurait pas permis au projet d'aller jusqu'à la date de clôture prévisionnelle. Ce même total décaissé de 13 374 540 USD sur 15 366 600 USD (l'équivalent de 9 950 000 DTS au taux actualisé en mai 2013), donne un taux d'exécution financière de 87% et un solde disponible du prêt d'environ 1992 000 USD.

	7. Innovation et leçons apprises	5	5
--	----------------------------------	---	---

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et gestion du Projet	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	5
2. Développement des services financiers de proximité	5	5	2. Autonomisation	4	4
3. Désenclavement local et des infrastructures	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Développement des microprogrammes agro-sylvo-pastoraux	5	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Organisation et renforcement des capacités de base	5	5	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	5
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Le processus de consolidation des activités, d'organisation et de renforcement des capacités des populations rurales et de densification des réalisations sur le terrain, entamé par le projet depuis la revue à mi-parcours suit son cours. Le niveau de mise en œuvre des activités du Projet est satisfaisant : le taux d'exécution physique du PTBA 2012 est de 85,06%, le taux d'exécution financière de 97%. Les efforts de pérennisation des acquis du projet en vue de l'achèvement fin 2013, basés sur meilleure structuration des bénéficiaires en organisations professionnelles de producteurs suivent leur cours normal. La mise en œuvre de la stratégie de pérennisation des ASF amorcée en mai 2011, suite à leur audit, a permis d'obtenir des résultats tangibles en matière de durabilité. Les bénéficiaires en sont conscients et y contribuent. La mise en œuvre globale du projet a obtenu des résultats encourageants qui ont permis de créer les conditions de démarrage de la promotion d'une agriculture durable avec la création de plus de 800 micro-entreprises rurales à travers le fonds de développement agro-sylvo-pastoral (FODAP).

La gestion financière est très satisfaisante, les comptes 2011 ont été certifiés sans réserve et toutes les recommandations d'audit et des missions de supervision précédentes ont été mises en œuvre ou jugées inapplicables. La passation des marchés s'est considérablement améliorée. Les règles de décaissement sont conformes à de bons principes de contrôle interne. Le projet a amélioré le contrôle interne par la production et la distribution du tableau de bord mensuel de suivi budgétaire avec les commentaires des Responsables de Composante. La participation du groupe cible aux différents processus visant à atteindre les objectifs du projet a été également confirmée de même que les services techniques de l'Etat et d'autres structures pérennes. Le travail des opérateurs chargés de l'animation et du renforcement des capacités a abouti à l'élaboration de 170 dossiers de MP dont 130 approuvés pour financement par le FODAP lors des deux dernières sessions des COP. Le processus de mise en œuvre des aménagements de bas-fonds est en cours.

Les efforts de pérennisation des impacts du PADER ont été considérables et ont débuté bien avant la dernière année de sa mise en œuvre notamment au travers de l'alphabétisation, l'appui à la maîtrise d'ouvrage communautaire, la mise en relation des porteurs de micro-projets avec les ASF, et l'inclusion des opérateurs de la FOB-BG etc.

Au niveau de la réplabilité, l'extension du PNAFA en Basse Guinée profitera des acquis du PADER-BGN et pourra construire sur le renforcement des capacités des OPA en permettant aux individus soutenus par l'approche du PADER de s'organiser en groupement et à renforcer le mouvement OPA qui s'étale à l'échelle nationale.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

A quelques mois de la clôture du projet, le taux d'exécution physique est excellent et prévoit la mise en œuvre totale du programme de travail de 2013. Le taux d'exécution financière est également très bon considérant la dépréciation du franc guinéen qui a été favorable au financement des activités du projet. La révision à la hausse de certains objectifs prévus pour 2013 permettra d'atteindre les 100% de décaissement à la clôture du projet.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En ce qui concerne les composantes techniques, ils ont continué le processus de mise œuvre déjà amorcé depuis le démarrage du projet, notamment : i) le renforcement des capacités des populations ; ii) l'extension de la zone de couverture du projet ; iii) l'appui à la formulation des microprojets ; iv) la préparation des TDR pour les différentes prestations ; v) l'appui à la

mise en œuvre des microprojets par la fourniture des semences améliorées de riz et de cultures maraichères, de petit outillage agricole, des équipements de transformation post-récolte, l'appui à aux petits élevages, de produits vétérinaires, l'acquisition des motos cultures et le dressage des bœufs de labour pour la FOB-BG; vi) l'aménagement des bas fonds ; vii) la mise sur pied des dispositifs d'entretien des nouvelles infrastructures. Une amélioration de la note est justifiée par l'excellent taux de réalisation physique combiné aux résultats probants appréciés lors des visites de terrain, illustrées par une pérennisation garantie.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Il y a une bonne maîtrise des aspects fiduciaires, aussi bien par le personnel comptable et financier que par le Coordonnateur et le personnel technique impliqué dans la mise en œuvre des activités. Le risque fiduciaire est faible.
Avancement de l'exécution du projet	À un an de la fin du projet, le rythme doit être conservé, essentiellement au niveau des infrastructures rurales, afin de maintenir le bon taux de décaissement et l'atteinte des objectifs.
Produits et réalisations	Le non respect du planning relatif à la réalisation des infrastructures aurait comme conséquence le non achèvement des travaux qui devraient donc être terminés par le PNAFA quand l'extension à la Basse-Guinée sera effective.
Durabilité	Le projet a mis en place une bonne stratégie de pérennisation des acquis. Les risques pour la durabilité sont ceux liés aux infrastructures (voir ci-dessus), notamment à l'opérationnalisation des comités d'entretien. Ces derniers sont mis en place, formés et équipés, et les travaux d'entretien ont démarrés, il reste à s'assurer que les moyens nécessaires leurs seront mis à disposition par les bénéficiaires, pour assurer l'entretien effectif et régulier des infrastructures créées par le PADER-BGN. A cet effet un plaidoyer est prévu par le projet auprès des autorités locales.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Les bas-fonds à réhabiliter sont identifiés et les études sont en cours de réalisation par les BTGR	Respecter scrupuleusement la feuille de route des travaux de réhabilitation et les dispositions prises avec les Services Techniques de l'Etat en charge du contrôle des travaux afin d'en garantir la réalisation dans les délais.	Au plus tard en avril 2013	
Absence de contribution monétaire du Fonds de contrepartie en 2012	Assurer que la dotation prévue pour 2013 et 2014 sera décaissée en début de chaque année	début 2013	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisé (cumule)	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global				
Améliorer, en basse Guinée Nord, la sécurité alimentaire et augmenter durablement et équitablement les revenus et les conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> 120 000 personnes touchées dont 40 000 Femmes (*) 	<ul style="list-style-type: none"> 117 365 Dont 36 738 Femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités Les rapports d'étude d'impact Base de données SSE-PADER 	<ul style="list-style-type: none"> Le contexte sociopolitique est suffisamment favorable
Objectifs spécifiques				
1. Renforcer les capacités des populations rurales et de leurs organisations	<ul style="list-style-type: none"> Capacité des groupes cibles de 26 CRD à élaborer et gérer des projets 	<ul style="list-style-type: none"> 24 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, de suivi et de supervision Les rapports des activités des opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Adhésion des groupes cibles aux actions du projet
2. Augmenter de façon durable la productivité agro-sylvo-pastorale et diversifier les sources de revenus	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'accroissement des rendements du riz :100 (%) Taux d'accroissement des rendements du maraichage :100 (%) Durée maximale de la période de soudure (Mois) 	<ul style="list-style-type: none"> 86% 2,7 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'étude d'impact (démarrage, mi-parcours et fin projet) 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de nouvelles technologies dans les structures de recherche
Composante 1 : Organisation et renforcement des communautés de base				
Les capacités des communautés rurales de base sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> 150 districts et villages concernés par les interventions du projet ; 40 000 bénéficiaires formés (*) dont 37% de Femmes 	<ul style="list-style-type: none"> 153 38.635 (Dont 19 698 femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Non opposition des autorités et chefs traditionnels à l'approche du projet Appui effectif des administrations déconcentrées à la maîtrise d'ouvrage par les bénéficiaires
Le niveau d'organisation des communautés rurales de base est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> 150 groupements ou OP agréés ; (*) 200 membres de comités en charges d'activités spécifiques mis en place/consolidés 	<ul style="list-style-type: none"> 142 66 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, de suivi Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	
Composante 2 : Développement des microprogrammes agro-sylvo-pastoraux				
La production et la diffusion de semences améliorées sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> 1 380 producteurs de semences appuyés (*) 50 tonnes de semences de base fournie 1 000 tonnes de semences produites par les multiplicateurs 	<ul style="list-style-type: none"> 1 246 42,41 2 875,21 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, de suivi et de supervision Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Le système national de recherche agronomique est opérationnel Intrants agricoles et équipements disponibles à

				des prix accessibles
				<ul style="list-style-type: none"> Les ASF sont performantes et acceptent de financer les microprojets et plans d'affaires
Les zones de cultures sont aménagées et protégées	<ul style="list-style-type: none"> 500 ha aménagés 500 ha mis en valeur 250 ha clôturés 	<ul style="list-style-type: none"> 416,3 161,8 81 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, de suivi et de supervision Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	
Les activités génératrices de revenus sont promues	<ul style="list-style-type: none"> 1000 AGR financées (*) 2000 personnes appuyées par genre (*) Résultat exploitation moyen annuel (SO) Taux de survie des MP de plus d'un an (100%) 	<ul style="list-style-type: none"> 809 5 808 453 USD⁷ 86% 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Fiches de collecte Base de données 	
Composante 3 : Désenclavement et infrastructures structurantes				
L'accessibilité aux marchés et aux zones de production est améliorée ;	<ul style="list-style-type: none"> 33 Km de pistes réhabilitées ; (*) 20 ouvrages de franchissement réalisés ; (*) 100 villages désenclavés ; 	<ul style="list-style-type: none"> 29.5 10 100 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Forte implication des CRD pour la planification et le soutien budgétaire au désenclavement et infrastructures de base Système d'entretien par HIMO opérationnel
Composante 4 : Accès aux services financiers de proximité				
Les communautés de base, notamment les femmes et les jeunes ont accès à un service financier rural de proximité	<ul style="list-style-type: none"> 37 ASF créées 10 Milliards FG de crédits distribués (*) 28 800 sociétaires (*) Valeur brute de portefeuille crédit (Encours crédit) 2 500 (en millions) (*) 	<ul style="list-style-type: none"> 32 9,177 18 392 3 570 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports d'activités, Les rapports des activités des opérateurs et prestataires Base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Les autorités locales, les populations actionnaires acceptent la stratégie de promotion des ASF Les partenaires des ASF (CRG, BCRG, APIM-G) adhèrent à la philosophie du projet et apportent son appui technique.

⁷ Soit 2.947.000 GNF en moyenne au taux de 6.500 GNF = 1 USD

Appendice 3a: Résumé des principales mesures qui étaient à adopter lors de la précédente mission de supervision

N°/Réf	Recommandation	Date buttoir	Responsables	Date de suivi	Statut	Etat actuel	Perspectives
0912-B15	Améliorer le taux d'occupation des bas-fonds et le suivi des volumes productions réalisées par les OP qui les occupent	30/04/2013	PADER, OPP, BTGR, ANPROCA	26/02/2013	Non exécutée	Les bas ne sont encore aménagés	Le renforcement de la sensibilisation pour l'occupation des bas-fonds par les exploitants
0912-B14	Acquisition des motoculteurs identifiés par les porteurs	31/12/2012	PADER, FIDA	26/02/2013	En cours	Processus en cours, Avis de non objection du FIDA obtenu. La mobilisation de la contribution des bénéficiaires non effective	Mobiliser les contributions des bénéficiaires et acheter les motoculteurs au fur et à mesure que les contributions seront payées
0912-B13	Procéder à la réception provisoire des aménagements réalisés	31/05/2013	PADER-BGN	30/12/2012	Non exécutée	Bas fonds non encore aménagés	Le démarrage des travaux en prévu pour mars 2013
0912-B12	Assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux d'aménagement	30/04/2013	BTGR, expert technique national	30/12/2012	Non exécutée	Le processus de contractualisation du contrôle et du recrutement un expert technique en cours.	Le contrôle sera assuré au démarrage des travaux
0912-B11	Aménager les périmètres ciblés	30/04/2013	Prestataires	30/12/2012	Non exécutée	Délai d'achèvement des travaux revu par la mission d'appui de décembre	Début des travaux prévu pour mars 2013
0912-C01	Notifier les entreprises au sujet des corrections techniques à apporter aux ouvrages d'art suivant les remarques faites par lors de la réception provisoire et par la mission	30/09/2012	PADER – BGN	30/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre. Les corrections techniques en cours par les PME	Correction et achèvement définitif des travaux
0912-A02	Accélérer le dossier de l'étude rentabilité du CS de Koba	30/09/2012	PADER, FOPBG	30/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre rapport de l'étude disponible et restitué au niveau du projet	Mise en œuvre des recommandations de l'étude

0912-A01	Accélérer la mise en place des coopératives au niveau des CR et la faïtière au niveau des préfectures	11/09/2012	PADER, FOP-BG	30/10/2012	Exécutée	La mise en place des coopératives est effective. Le processus de constitution des faïtières préfectorales est en cours	Poursuite de l'activité
0912-E11	Systématiser la collecte des données pour l'évaluation de la contribution des bénéficiaires à la réalisation des travaux d'infrastructures programmés	Continu	PADER-BGN	30/12/2012	Exécutée	Une fiche de collecte est élaborée pour prendre en compte la contribution de bénéficiaires et les données sont collectées et disponibles	Poursuite de la collecte au fur et à mesure
0912-E10	Recruter au besoin un expert technique national pour le suivi des activités sur la durée résiduelle du Projet	31/12/2012	PADER-BGN	30/12/2012	Exécutée	Recrutement planifié dans le PTBA 2013 et processus en cours de réalisation	Recrutement avant le démarrage des travaux d'aménagement
0912-C10	Amender le contrat en cours (sur les bas-fonds) avec BTGR pour inclure le contrôle des travaux de construction de l'ASF de Kolaboui	30/09/2012	PADER-BGN	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-C09	Veiller à la correction des anomalies de construction énoncées dans l'AM	31/10/2012	BRPR, Prestataire	30/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-C08	Elaborer un nouveau plan d'exécution pour l'achèvement des travaux de construction de l'ASF de Kolaboui avec le concours de l'entreprise	30/09/2012	PADER – BGN, BRPR Boké	26/10/2012	Exécutée	Plan élaboré et exécution en cours	Achèvement des travaux dans le délai
0912-C07	Notifier l'entreprise ESBTP par rapport au retard suivant les orientations de l'AM	30/09/2012	PADER – BGN, BRPR Boké	26/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Achèvement des travaux à temps
0912-C06	Transmettre officiellement les documents technico financier de suivi des travaux de construction de l'ASF de Kolaboui au BTGR de Boké	30/09/2012	PADER-BGN	26/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-B10	Recruter les entreprises pour le démarrage des travaux d'aménagement	31/12/2012	PADER-BGN	30/12/2012	En cours	Nouveau délai prévu pour fin février 2013. Liste restreinte de PME constituée et transmise au FIDA pour avis	Démarrage des travaux courant mars 2013

0912-B09	Lancer les AO en vue du recrutement des entreprises qui vont exécuter les travaux d'aménagement des bas fonds ciblés	30/11/2012	PADER-BGN	30/12/2012	En cours	Nouveau délai prévu pour le 31-01-2013. Processus en cours	Lancement des AO courant mars 2013
0912-B08	Réaliser les études aboutissant au montage des DAO pour les bas fonds identifiés	31/10/2012	BTGR	30/12/2012	Exécutée	Les études sont réalisées, DAO en cours de finalisation	Finalisation des DAO courant janvier
0912-B07	Signer des conventions à obligations de résultat avec les BTGR de Boké et Kindia suivant les orientations données par l'AM pour le suivi des travaux d'aménagement	31/10/2012	PADER – BGN, BTGR	30/12/2012	En cours	Le délai a été revu pour le 31/01/2012, les conventions ne sont encore signées. L'analyse des offres en cours	Signature des conventions d'ici fin février
0912-B06	Amender les contrats en cours avec les BTGR en vue de la réalisation des nouvelles études de bas fonds, suivant les orientations de l'AM	30/09/2012	PADER-BGN	30/10/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-B05	Constitution, formation et équipement des CGPA sur la base des modules amendés	30/04/2013	BTGR	30/12/2012	Exécutée	Les CGPA sont constitués et formés mais non encore équipés	Cette activité sera réalisée après le démarrage des travaux d'aménagement
0912-B04	Acquérir des équipements pour l'entretien des bas fonds	30/11/2012	PADER – BGN	30/12/2012	Non exécutée	Cette activité est assujettie à l'aménagement des bas-fonds et mise en place des CGPA	Le délai revu est fin janvier 2013
0912-B03	Mettre en place un dispositif efficient de contrôle des travaux sur la base des orientations de l'AM	31/10/2012	BTGR	30/12/2012	Exécutée	Le recrutement d'assistant Technique pour les infrastructures y compris les aménagements est prévu dans le PTBA 2013	L'AT en collaboration avec le bureau d'étude et l'équipe du projet assurera le suivi régulier des travaux pour garantir la qualité et respecter les délais contractuels
0912-B02	Respecter scrupuleusement les étapes et les délais d'exécution des activités pour l'aménagement des bas fonds	Continu	PADER – BGN, expert technique national	30/12/2012	Exécutée	Les délais ont été revus à l'occasion de la mission d'appui du consultant en Infrastructure en Décembre 2012	Prise en compte du nouveau calendrier

0912-B01	Surseoier à l'aménagement du bas fonds de Kilissi au profit de ceux exploités par les paysans	11/09/2012	PADER – BGN	30/09/2012	Exécutée	L'aménagement du bas-fond de 10 Ha à Kilissi a été enlevé du PTBA 2013 en cours de préparation	Concentrer les efforts sur les autres bas-fonds
0912-C05	Accompagner et animer les CVEP constitués le long de la piste sur la base des modules amendés	Continu	BRPR Boké	26/12/2012	Exécutée	CVEP constitués, formés et équipés. les travaux d'entretien sur la piste ont démarrés depuis janvier	Le processus d'accompagnement est encours et sera poursuivi
0912-C04	Constituer, former et équiper cinq CVEP sur la piste Baguinet – Baléa	31/12/2012	PADER – BGN, BRPR Boké	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre, les Comités d'entretien sont équipés et formés par le SPGR	Poursuivre l'accompagnement et le suivi des travaux d'entretien
0912-C03	Analyser et exploiter les données sur la contribution des bénéficiaires à la construction des ouvrages	31/12/2012	PADER-BGN	30/12/2012	En cours	Fiche de collecte élaborées et renseignées pour les ouvrages	Poursuite de l'évaluation pour les autres activités
0912-C02	Elaborer et signer une convention de partenariat avec le BRPR de Boké contenant les orientations pourvues par l'AM	31/10/2012	PADER-BGN	15/11/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-D19	Equiper les sièges des ASF opérationnels et mettre les moyens à disposition de des Gérants pour accomplir efficacement leur mission	Continu	PADER-BGN, CAFODEC	30/12/2013	Exécutée	Mobiliers de bureau achetés et mis à la disposition des ASF	Néant
0912-D18	Mettre les pressions nécessaires pour l'achèvement des ASF de Kolaboui et l'opérationnalisation des sièges à louer	31/10/2012	ASF, CAFODEC et PADER-BGN	24/01/2013	Exécutée	Les bâtiments sont achevés et les réceptions provisoires	Réception des bâtiments
0912-D17	Retirer les coffres de Balandougou, de Boubère, de Magnakoun et au besoin suite à la persistance de la réticence à la fusion, ceux des points de service de Koussi, de Daramagnaki, de Konsotami et de Boulère	31/10/2012	PADER-BGN, CAFODEC	26/02/2013	En cours	La mission de CAFODEC est en charge d'effectuer ce retrait, l'aval du projet est acquis sur la question	Récupération des coffres d'ici mi-mars 2013

0912-D16	S'assurer que les départements ministériels qui doivent signer le contrat de CAFODEC ont fait diligence afin que les fonds soient mis à disposition de CAFODEC sans ultérieur délai	30/09/2012	PADER-BGN, CAFODEC	30/12/2012	Exécutée	Le contrat de l'opérateur est signé	Néant
0912-D15	Acheter des registres à trois (3) mains pour l'enregistrement des écritures comptable dans les journaux classiques et assurer la mise à jour de la comptabilité des ASF avant fin octobre	31/10/2012	PADER-BGN, ATI, CAFODEC, Comptable et Gérants	05/01/2013	Exécutée	Registre acheté et mis à la disposition des ASF	Néant
0912-D14	Suivre périodiquement les indicateurs de performance des ASF par la production des tableaux de bord	Continu	Gérants, CAFODEC, PADER-BGN	26/10/2013	Exécutée	Recommandation mise en œuvre, les tableaux sont régulièrement produits	Néant
0912-D13	Poursuivre la sensibilisation des acteurs des ASF sur les réformes engagées et les résultats à atteindre	Continu	Gérants, CAFODEC	26/11/2013	Exécutée	Les acteurs des ASF sont sensibilisés et les réformes engagées sont en cours de mise en œuvre	La poursuite de l'activité
0912-D12	Démarrer avant la fin de l'année le processus du montage des dossiers d'agrément des ASF et leur faïtière à déposer auprès de la BCRG	31/12/2012	PADER – BGN, ATI, CAFODEC	30/12/2012	Exécutée	Dossiers d'agrément d'affiliation individuels et groupés élaborés et disponibles au niveau du projet	Processus d'agrément suspendu
0912-D11	Elaborer les plans d'affaires 2013-2015 des ASF	31/12/2012	Gérants, CAFODEC, ATI	25/11/2013	Exécutée	Recommandation mise en œuvre, le plan de formation disponible au projet	Néant
0912-D10	Finaliser le plan de formation 2012-2014	31/10/2012	Gérants, CAFODEC, ATI	25/11/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Plan de formation en cours de mise en œuvre
0912-D09	Evaluer en fin d'année les Gérants, le comptable et les agents de l'OPM postés à FRIA pour une confirmation à leur poste	31/12/2012	PADER – BGN, ATI	25/02/2013	En cours	L'évaluation des gérants, comptable et agents de l'OPM sont en cours	L'évaluation sera finalisée d'ici fin février

0912-D08	Finaliser et signer le contrat tripartite de mobilisation et de mise en œuvre de la ligne de refinancement	30/11/2012	PADER-BGN, CAFODEC, ASF, ATI	10/01/2013	Exécutée	Contrats disponibles au niveau du Projet	Néant
0912-D07	Définir les activités éligibles au refinancement en focalisant sur l'agriculture, sélectionner les ASF bénéficiaires, signer et exécuter les contrats avec ces ASF	30/11/2012	PADER-BGN, CAFODEC, ASF, ATI	30/11/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre, les demandes des ASF déjà financées	Néant
0912-D06	Elaborer les TDR de l'audit organisationnelle, financier et comptable de CAFODEC ONG	31/10/2012	PADER-BGN, ATI	25/11/2012	Exécutée	Rapport d'analyse d'offre financière transmis au FIDA pour avis	Le projet attend l'avis sur les Offres financières pour recrutement de l'auditeur
0912-D05	Elaborer les TDR de l'audit et la certification des états financiers des ASF pour 2012	31/10/2012	PADER – BGN, ATI	25/11/2012	Exécutée	Rapport d'analyse des Offres financières transmis au FIDA pour avis	Le projet l'avis pour le processus de signature de contrat avec l'auditeur
0912-D04	Enregistrer toutes les opérations comptables 2012 suite à la reconstitution des pièces comptables	31/12/2012	GERANT, CAFODEC, COMPTABLE, ATI	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-D03	Finaliser les états financiers consolidés 2011 et procéder à la réouverture des livres comptable 2012	31/10/2012	GERANT, CAFODEC, COMPTABLE, ATI	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-D02	Produire la version provisoire des plans d'affaires 2013-2015	30/11/2012	GERANT, CAFODEC, COMPTABLE, ATI	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant
0912-D01	Elaborer les plans d'action et adopter avant fin décembre 2012 les budgets 2013	31/12/2012	GERANT, CAFODEC, COMPTABLE, ATI	30/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en œuvre	Néant

0912-E09	Etablir les états financiers en tenant compte des points soulevés par les services financiers du FIDA comme suit :i) inclusion d'un état cumulé des fonds, par catégorie (en GNF et/ou en DTS), ii) spécifier au niveau des principes comptables que les normes applicables en Guinée sont celles du SYSCOHADA ; iii) ajouter au tableau de suivi budgétaire la partie narrative expliquant tout écart ; iv) joindre le registre des DRF cumulatif depuis le début du projet et y rajouter une colonne qui montre le montant de chaque DRF en GNF pour rapprochement avec les postes au bilan ou au TER.	31/12/2012	RAF	24/12/2012	Exécutée	Recommandation mise en application	Continue
0912-E08	Joindre le détail des dépenses de la ligne 7 du formulaire 104 : Montant éligible pour lequel une DRF n'a pas encore été préparée.	Continu	RAF	02/10/2012	Exécutée	Détail joint à chaque DRF	Continue
0912-E07	Imprimer les formulaires 101 et 102 des prochaines DRF à partir du logiciel Success, pour les classer avec la liasse complète de la DRF sur Excel pour confirmer la traçabilité comptable des montants ; les envoyer par e-mail au FIDA pour information, pour chaque DRF.	Continu	RAF, Comptable	25/11/2012	Exécutée	Les formulaires sont imprimés et disponible à la comptabilité	L'impression va se poursuivre pour les prochaines DRF

0912-R06	Saisir par courrier la société OM Consulting (fournisseur du logiciel Success) pour que les adaptations des formulaires DRF présentées en annexe soient faites conformément aux besoins du PADER BGN (sans coût additionnel pour le PADER BGN).	30/09/2012	Coordo, RAF	25/09/2012	Exécutée	La société a été saisie mais pas de suite favorable jusqu'à ce jour	Le projet se propose de relancer
0912-E05	Elaborer un tableau prévisionnel des décaissements d'ici au 31 décembre 2012, ainsi qu'une simulation des dépenses sur la période restante avant la clôture : année 2013 et 1er semestre 2014 pour s'assurer que tous les décaissements obligatoires sont provisionnés.	31/10/2012	Coordo, RAF	25/11/2012	Exécutée	Recommandation prise en compte dans le PTBA 2013-2014	Le tableau sera revu en fonction de la disponibilité
0912-E04	Comptabiliser sur les fonds de contrepartie l'exonération de taxes sur les contrats signés en 2012.	30/09/2012	RAF	25/11/2012	Exécutée	Recommandation prise en compte	Le processus va se poursuivre
0912-E02	Comptabiliser les apports des bénéficiaires dans le capital des ASF, soit un montant de 1 528 856 000 GNF à la date du 31 juillet 2012.	30/09/2012	RAF	25/02/2013	Exécutée	Le capital social des ASF jusqu'en Juin 2012 est déjà saisi	Les données seront actualisées au fur et à mesure
0912-E03	Diligenter le calcul de la contribution des bénéficiaires aux ouvrages déjà réalisés sur la base des fiches de collecte préparées par le Projet	30/09/2012	RSE, RAF	25/02/2013	Exécutée	Les fiches de collecte conçues et remplies au niveau bénéficiaires par les Conseillers en Développement	Le processus de remplissage va se poursuivre au niveau des autres investissements

0912-E01	<p>Systématiser la distribution mensuelle du tableau de bord budgétaire produit à partir du logiciel Success ; Faire à l'attention du Coordonnateur, un résumé succinct explicatif sur les taux d'exécution de chaque sous-composante, en investissement et en fonctionnement ; Utiliser ces tableaux de bord commentés comme outils d'aide à la prise de décision, en concertation avec le RAF, pour bien achever toutes les activités du projet.</p>	Continu	RAF, Resps. Comp, Coordo	30/12/2012	Exécutée	Tous les mois au cours des réunions mensuelles de l'UCP les tableaux font partir du rapport de la Comptabilité	Poursuite de la mise en œuvre
-----------------	--	---------	--------------------------	------------	----------	--	-------------------------------

Appendice 3b: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Exécution du projet			
Composante 1 : Organisation et renforcement des communautés de base			
Formation des porteurs de microprojets et autres bénéficiaires du Projet	Le Projet renouvellera le contrat d'alphabétisation afin que les nouveaux porteurs puissent bénéficier de cette formation avant la fin du projet avec l'appui des 97 maitres alphabétiseurs.	UCP	Mai 2013
	Le Projet continuera les activités de formations en GERME (Gérer mieux votre Entreprise) et PACTE	UCP, ONG SARA	Continu
	Identifier parmi les bénéficiaires déjà formés des formateurs potentiels à renforcer au sein des communautés pour la démultiplication des formations à la base.	UCP, OPP	Juin 2013
Centre de traitement et de conditionnement des semences	Le Projet doit partager et discuter au plus vite les résultats de l'étude de rentabilité du Centre de Koba avec le Ministère de l'Agriculture et tous les partenaires concernés et envisager des options de viabilisation du centre en tant que prestataire de services au profit des coopératives de semenciers et de la FOP-BG, en tenant compte en particulier des aspects de logistique pour l'approvisionnement du centre.	UCP, FOP-BG, Min Agri, autres partenaires	Avril 2013
	Le Projet doit faciliter un dialogue politique entre la FOP-BG, la CNOP-G et le Ministère de l'Agriculture sur la question de l'autonomie et de la professionnalisation du centre de Koba en tant que prestataires de service des OP	UCP, FOP-BG, CNOP-G	Septembre 2013
Stratégie de pérennisation de l'appui institutionnel et économique aux OP de base dans le cadre du PADER-BGN en Basse Guinée	Le Projet doit entrer en contact avec la CNOP-G, en particulier sa CTR de Dubreka, pour discuter des collaborations à envisager en 2013 dans le cadre (i) de l'appui à la structuration des producteurs en cours dans la région, notamment la formation des unions préfectorales des coopératives de producteurs semenciers, et (ii) du transfert d'acquis entre le Projet et le PNAFAA-extension BGF dans la région.	UCP, CNOP-G, FOP-BG	Avril 2013
	Le Projet doit organiser une réunion de restitution/débats sur les acquis du projet en matière d'appui institutionnel et économiques aux OP de Basse Guinée, en partenariat étroit avec la FOP-BG et en associant la CTR de la CNOP-G	UCP, CNOP-G, FOP-BG	Octobre 2013
Composante 2 : Développement des microprogrammes agro-	L'acquisition subventionnée des motoculteurs prévus dans le PTBA 2013 ne concerne plus des individus mais des OPA qui apporteront 50% du coût total du motoculteur en considérant la possibilité d'un prêt auprès des ASF. Le Projet qui subventionne les 50%	UCP, FOP-BG	Continu

sylo-pastoraux	restants, s'engage à verser aux ASF qui manqueraient de liquidité pour couvrir le prêt, un maximum de 25% du coût des motoculteurs en capital de refinancement.		
	Le Projet s'assure de la rapide finalisation des réhabilitations des bas-fonds et l'amélioration des taux d'occupation, ainsi que le suivi des productions réalisées par les OP qui les exploitent.	UCP, OPP, FOP-BG	Continu
	Suite à la réhabilitation des périmètres, le Projet veillera à ce que les OPP et ANPROCA sensibilisent les producteurs à se focaliser sur les spéculations porteuses.	UCP, OPP, FOP-BG	Continu
Composante 3 : Désenclavement local et infrastructures structurantes	Accélérer les processus de contractualisation des prestataires (contrôleurs et entreprises)	UCP, STE, IC	Début avril 2013
	Former les CGPA suivant les modules préalablement validés	STE, UCP	Juin 2013
	Avant le démarrage des travaux, mettre en place des outils de gestion des contrats (techniques, administrative et financière) pour faciliter leur exécution	UCP, STE, IC	Avril 2013
	Entamer la négociation avec la CR de Baguinet pour la prise en charge des CVEP en vue de leur pérennisation	UCP	Avril 2013
Composante 4 : Développement des services financiers de proximité	Poursuivre les efforts de formation des élus et techniciens des ASF pour les consolider	UCP, ATI	Continu
	Accorder un différé pour les crédits à l'agriculture et augmenter à 24 mois la durée des crédits équipements agricoles	CAFODEC	Avril 2013
	Mener des activités de sensibilisation des ASF afin de mieux répondre aux besoins des producteurs et transformateurs agricoles pour adapter leurs services à ces derniers.	UCP, CA-ASF, FOP-BG, CNOP-G	Continu
	Former les gérants des ASF notamment celles ayant une part de financement consacrée à l'agriculture inférieure à 50% à l'analyse d'un dossier de crédit agricole	CAFODEC, ATI	Mai 2013
	Favoriser la concertation entre les ASF et les OP en invitant systématiquement les OP aux rencontres de concertation entre ASF	UCP, CAFODEC	A partir d'avril 2013
	Etudier les possibilités d'expérimenter le warrantage comme forme de garantie adaptée au financement rural	UCP	A partir de juin 2013
	Développer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources axée sur : i) la libération de nouvelles actions, ii) la réduction de part du résultat distribuée en dividendes (à adopter par les AG des ASF), iii) la sensibilisation des ressortissants résidents en ville et à l'étranger, iv) et autres bailleurs potentiels	ATI, CAFODEC	Continu
	Le Projet doit prendre les mesures suivantes concernant la prise en charge des gérants : i) communiquer aux ASF le montant et l'échéancier pour la relève en matière de salaire, ii) appliquer la règle de la dégressivité si la subvention devrait se poursuivre au delà de 2013, iii) accompagner les contrats de travail de contrats d'objectifs dont les évaluations	UCP, CAFODEC	A partir d'avril 2013

	concluantes doivent conditionner le renouvellement des contrats, iv) verser directement à partir de juillet 2013 les salaires aux ASF, v) intégrer les salaires des gérants subventionnés en 2012 en charges et produits dans les comptes d'exploitation		
	Le Projet doit prendre les dispositions pour maintenir l'appui de l'ATI jusqu'à la fin du projet tout en clarifiant l'appui concomitant au FIDA et à CAFODEC Finance qui risque de poser des problèmes de conflit d'intérêt.	UCP	Date renouvellement contrat
	Diligenter les études d'audit de CAFODEC ONG (au niveau du PADER) et CAFODEC Finances SA (au niveau du PNAFA) afin que les résultats soient partagés avec le Ministère de l'Agriculture, CAFODEC, les ASF, la Banque Centrale et les bailleurs pour présenter les deux options d'institutionnalisation et choisir une stratégie	UCP, ATI, PNAFA, MinAgri et autres partenaires	Juin 2013
	Le Projet doit acquérir les imprimés et les mettre à disposition des ASF directement sans attendre la finalisation du processus d'institutionnalisation.	UCP	A partir d'avril 2013
	Si l'option de faîtière était retenu, le Projet doit mettre en œuvre les actions suivantes : i) la finalisation du dossier d'agrément, ii) la mise à disposition du local, iii) le recrutement de l'équipe technique, iv) la rétrocession du fonds de refinancement, v) la mise à disposition de la subvention d'équilibre, vi) la formation du personnel	UCP, CAFODEC	A partir de juillet 2013
Composante 5 : Coordination et gestion du projet	La base de données du Projet devra être mise à jour, exploitée et davantage analysée pour mieux faire ressortir les impacts du PADER-BGN en amont de la préparation du rapport d'achèvement	UCP	D'ici septembre 2013
	Le Projet doit engager rapidement l'étude d'impact du projet afin de mettre à disposition ses résultats qui pourraient être exploités par l'équipe en charge de la rédaction du rapport d'achèvement	UCP	Mai 2013
	La rédaction du rapport d'achèvement devra être réalisée avant le 31 décembre 2013	Ministère de l'Agriculture, UCP et FIDA	Septembre 2013
Aspects fiduciaires	Mettre à jour la contribution des bénéficiaires, en intégrant la partie relative aux ouvrages déjà réalisés, étant donné que la base conceptuelle et les fiches de collecte ont déjà été préparées par le RSE	RSE/RAF	Avril 2013

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante A: Organisation et renforcement des communautés de base							
Résultat Les capacités des communautés rurales de base sont renforcées							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de districts concernés par les interventions du projet	Nombre	150	0	0	153	102,00%	
Nombre de villages concernés par les interventions du projet	Nombre	300	0	0	656	218,67%	
Nombre de conventions de partenariat établies	Nombre	26	0	0	24	92,31%	
Nombre de PDD élaborés et/ou actualisés	Nombre	150	0	0	141	94,00%	
Nombre de PDL élaborés et/ou actualisés	Nombre	26	0	0	23	88,46%	
Nombre de MP élaborés	Nombre	1 000	0	0	1 423	142,30%	
Nombre de porteurs et élus/actionnaires des ASF alphabétisés	Nombre	1 320	130	0	1 237	93,71%	0,00%
Nombre de femmes alphabétisées	Nombre	500	65	0	722	144,40%	
Nombre de ruraux pauvres ayant participé à la préparation des PDL et PAI	Nombre	10 000	0	0	9 050	90,5%	
Nombre de personnes formées	Nombre	4 000	1 208	5	3 887	97,18%	0,41%
Nombre de femmes formées	Nombre	1 500	180	0	1 201	80,07%	0,00%
Résultat Le niveau d'organisation des communautés rurales de base est renforcé							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	

		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de groupements ou OP agréés	Nombre	150	6	0	142	94,67%	0,00%
Membres de comités en charges d'activités spécifiques mis en place/consolidés	Nombre	1 000	130	0	278	27,80%	
Nombre de comités en charges d'activités spécifiques mis en place/consolidés	Nombre	200	26	0	66	33,00%	
Nombre de comités en charges d'activités spécifiques comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	200	26	0	63	31,50%	
Nombre d'organisations faïtières créées/consolidées	Nombre	5	3	0	3	60,00%	
Composante B: Développement Agro-Sylvo Pastoral des Microprogrammes							
Résultat La production et la diffusion de semences améliorées sont renforcées							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de producteurs de semences appuyés	Nombre	1 380	0	0	1 246	90,29%	
Quantité de semences de base fournie	Tonne	50	15	0	42.41	84,82%	0,00%
Quantité de semences produite par les multiplicateurs	Tonne	1 000	300	0	2 875.21	287,52%	0,00%
Nombre de producteurs de paddy dotés en semences de qualités	Nombre	4 000	600	0	3 031	75,78%	0,00%
Nombre de femmes appuyées dans la production de semences	Nombre	450	0	0	384	85,33%	
Résultat L'intégration agriculture-élevage est promue							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	

		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de producteurs utilisant le compost	Nombre	1 000	120	0	2306	230,60%	0,00%
Volume de compostes produit (fosses fumières)	m3	1 000	240	0	860	86,00%	0,00%
Nombre de parcs de nuits construits	Nombre	100	0	0	30	30,00%	
Nombre de chèvreries/bergeries construites	Nombre	50	0	0	15	30,00%	
Nombre de poulaillers construits	Nombre	50	0	0	17	34,00%	
Nombre de noyaux de petit élevage fourni	Nombre	100	0	0	37	37,00%	
Nombre d'auxiliaires vétérinaires appuyés	Nombre	30	4	0	39	130,00%	0,00%
Nombre d'ha de parcelles fourragères réalisés	ha	75	0	0	5	6,67%	
Nombre de taurillons dressés et mis à disposition	Nombre	200	0	0	164	82,00%	
Nombre d'attelages fournis	Nombre	100	0	0	82	82,00%	
Nombre de Magasins d'intrants construits	Nombre	5	4	0	0	0,00%	0,00%
Résultat Les zones de cultures sont aménagées et protégées							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de bas-fonds aménagés	Nombre	43	0	0	34	79,07%	
Nombre d'ha aménagés	ha	500	0	0	416.3	83,26%	
Nombre d'ha mis en valeur	ha	500	191	0	161.8	32,36%	0,00%
Nombre d'ha clôturés	ha	100	20	0	81	81,00%	0,00%
Nombre de producteurs bénéficiaires de périmètres aménagés et/ou protégés	Nombre	1000	100	0	1561	156,10%	0,00%
Résultat La gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement sont renforcées							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	

		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de jeunes appuyés dans le domaine de l'agroforesterie	Nombre	200	5	0	136	68,00%	0,00%
Superficie totale de plantations créées	ha	500	5	0	219.275	43,86%	0,00%
Nombre de plantations créées	Nombre	200	5	0	161	80,50%	0,00%
Résultat Les activités génératrices de revenus sont promues							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre d'AGR financées	Nombre	1000	54	0	812	81,20%	0,00%
Nombre de personnes appuyées dans les AGR	Nombre	2000	194	0	4928	246,40%	0,00%
Nombre de femmes appuyées dans les ARG	Nombre	1000	18	0	2439	243,90%	0,00%
Composante C: Infrastructures et Travaux							
Résultat L'accessibilité aux marchés et aux zones de production est améliorée							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Km de pistes réhabilitées	km	33	0	0	29.5	89,39%	
Km de pistes entretenues	km	250	0	0	0	0,00%	
Nombre d'ouvrages de franchissement réalisés	Nombre	10	0	0	10	100,00%	
Nombre de villages désenclavés	Nombre	100	0	0	100	100,00%	
Nombre de CVEP mis en place	Nombre	311	0	0	5	1,61%	
Nombre de CVEP équipés	Nombre	311	0	0	5	1,61%	
Résultat Les infrastructures socio-économiques de base sont renforcées							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	

		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre de Poste d'élevage/Marchés à bétails construit	Nombre	2	0	0	2	100,00%	
Nombre de sièges des ASF Construit	Nombre	50	0	0	10	20,00%	
Composante D: Développement des Services Financiers de proximité							
Résultat Les communautés de base, notamment les femmes et les jeunes ont accès à un service financier rural de proximité							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre d'ASF créées	Nombre	37	0	0	32	86,49%	
Nombre d'ASF consolidées	Nombre	23	0	0	21	91,30%	
Volume de crédits distribués par objet et par genre	Million GNF	10000	2000	0	9391.616	93,92%	0,00%
Nombre de sociétaires	Nombre	28 800	2000	0	18 134	62,97%	0,00%
Nombre d'ASF comptant des femmes dans leur bureau	Nombre	60	0	0	53	88,33%	
Taux remboursement	%	95	2	0	96	101,05%	0,00%
Valeur brute de portefeuille crédit (Encours crédit)	Million GNF	2 500	1000	0	3 146.116	125,84%	0,00%
Volume des actions souscrites	Million GNF	3 000	500	0	2 018.076	67,27%	0,00%
Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre	7 200	2000	0	5 364	74,45%	0,00%
Nombre d'ASF bénéficiaires de ligne de crédit	Nombre	30	20	0	14	46,67%	0,00%
Nombre d'actionnaires et élus des ASF formés en gestion d'IMF et sur les notions de crédits	Nombre	2 200	167	23	2107	95,77%	13,77%
Encours DAT	Million GNF	100	95	0	3.9	3,90%	0,00%
Encours DAV	Million GNF	1 000	500	0	452	45,20%	0,00%
Composante E: Coordination et gestion du Projet							
Résultat Les structures de pilotage et de gestion du projet sont opérationnelles							

Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Taux de décaissement global du projet	%	100	15	0	80	80,00%	0,00%
Nombre de DRF produites	Nombre	80	20	4	77	96,25%	20,00%
Nombre de session de comité de pilotage	Nombre	8	0	0	8	100,00%	
Nombre d'études d'impact réalisées	Nombre	3	1	0	2	66,67%	0,00%
Nombre d'audits réalisés	Nombre	8	1	0	7	87,50%	0,00%
Nombre de MP financés	Nombre	1 000	80	0	844	84,40%	0,00%
Nombre de personnes ayant accès au FODAP	Nombre	10 000	200	0	7 574	75,74%	0,00%
Taux de décaissement du FINEX	%	100	15	2	92	92,00%	0,00%
Taux de décaissement GOUV	%	100	30	0	67	67,00%	0,00%
Taux de décaissement Bénéficiaire	%	100	50	0	42	42,00%	0,00%
Résultat La mise en œuvre du projet à travers les opérateurs et autres partenaires est assurée							
Indicateur	Unité	Lien direct					
		Prévision		Réalisation		Taux d'exécution	
		RE	PTBA 2013	PTBA 2013	Cumul	RE	PTBA 2013
Nombre d'opérateurs et de prestataires recrutés	Nombre	5	0	0	5	100,00%	
Personnel des prestataires de services formés en production et transformation agricole	Nombre	100	0	0	28	28,00%	
Nombre des institutions pérennes impliquées	Nombre	13	0	0	13	100,00%	

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Montant USD à l'approbation	Montant USD actuel	Décaissements	Pourcentage de Décaissements
Prêt du FIDA	14 232 300	15 312 700	13 069 376,02	85,35
Gouvernement	2 092 500	2 092 500	1 411 819,23	67,47
Bénéficiaires	1 370 000	1 370 000	634 423,30	46,31
Total	17 694 800	18 775 200	15 115 618,55	80,51

NB: Le calcul actuel permet d'avoir le même taux en USD qu'en DTS pour le financement FIDA (85,35%), ce qui donne un taux global de 80,51% pour un total du projet. L'actualisation en dollars du prêt FIDA de 9 950 000 DTS a été faite au taux de calculé ci-dessus, ce qui donne 15 312 700 USD.

Méthode de calcul utilisée pour l'actualisation du taux du dollar :

Total reçu en USD à ce jour = 13 069 376,02

Total reçu en DTS à ce jour = 8 492 311,71

Taux réel moyen de 2006 à ce jour DTS/USD (1 DTS = 1,53896565108 USD)

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	montant décaissé	%	Prévu	Montant effectif	%	Prévu	Montant effectif	%	Prévu	Montant effectif	%
Composante 1	3 072,0	2 836,7	92%	448,8	124,1	28%	0	0,0	-	3 520,8	2 960,7	84%
Composante 2	3 040,4	2 776,2	91%	356,1	237,0	67%	994,8	355,8	36%	4 391,3	3 369,0	77%
Composante 3	3 186,3	1 725,7	54%	759,5	56,4	7%	308,1	4,8	2%	4 253,9	1 786,9	42%
Composante 4	2 390,7	2 069,1	87%	207,6	115,2	55%	83,6	273,8	-	2 681,9	2 458,1	92%
Composante 5	2 542,9	3 661,7	144%	320,5	879,2	274%	0	0,0	-	2 863,4	4 540,9	159%
Total	14 232,3	13 069,3	92%	2 092,5	1 411,8	67%	1 386,5	634,4	46%	17 711,3	15 115,5	85%

Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 15 mars 2013)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation originale	Allocation amendée	Décaissements	Solde	Pourcentage de décaissement	En attente
I	Génie civil - pistes, ouvrages de franchissement, points d'eau, bas fonds	2 620 000	2 168 000	1 577 769,82	590 230,18	72,78	
Ila	Véhicules et motos	420 000	313 000	292 360,05	20 639,95	93,41	
Ilb	Matériels et Equipements	370 000	292 000	277 245,27	14 754,73	94,95	
IIla	Etudes et Assistance technique Internationale	730 000	286 000	232 489,53	53 510,47	81,29	
IIlb	Etudes et Assistance technique Nationale	1 280 000	2 146 000	1 678 534,42	467 465,58	78,22	
IV	Information, Formation et Animation	760 000	988 000	908 281,81	79 718,19	91,93	
V	Microprogramme	810 000	1 005 000	731 071,26	273 928,74	72,74	
VI	Dépôt à terme	220 000	70 000	66 270,82	3 729,18	94,67	
VII	Salaires, Primes et Indemnités	900 000	1 699 000	1 200 044,14	498 955,86	70,63	
VIII	Coût de fonctionnement	850 000	983 000	846 912,65	136 087,35	86,16	
IX	Non Alloué	990 000					
	Versement initial			681 331,94	-681 331,94		
	Total	9 950 000	9 950 000	8 492 311,71	1 457 688,29	85,35	

Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 4.02	L'UGP doit ouvrir et administrer un compte du projet (en GNF);	Démarrage du projet	Fait	Disposition respectée
Section 4.03	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 5	Processus continu	Processus continu	Disposition respectée
Section 4.04	Les polices d'assurance couvrent les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales.	Processus continu	Processus continu	Disposition respectée Assurances maladie et véhicules payées par le projet et assurance des travaux de génie civil payés par les prestataires
Section 5.02	Présentation du rapport d'audit au FIDA dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque année fiscale	A envoyer avant le 30/06/2012	Envoyé au FIDA le 22/06/2012	Disposition respectée
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Semestriel obligatoire	Fait après relance	Disposition respectée sur relance
Section 3.02	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Annuel	Fait	Disposition respectée
Section 4.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2009	Fait en février-mars 2011	Disposition respectée Décalage de 2 ans dû au contexte sociopolitique du pays qui prévalait à l'époque.
Section 3.05	Tous les apports destinés au projet doivent être exonérés de tous droits à l'importation, droits d'accise et taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	Processus continu	Processus continu	Disposition respectée